



Amicale
des anciens
du Cirad

La Lettre de l'Adac

N° 30 – avril 2015

Editorial

Après un échec électoral ou avant une nouvelle échéance, il n'est pas rare d'entendre certains leaders politiques français parler de rassemblement voire d'ouverture. A l'Adac pour d'autres raisons plus nobles et désintéressées, nous avons souhaité ouvrir l'accès à notre association à nos collègues étrangers des pays du Sud, anciens membres de collectifs partenaires du Cirad. Cette année 2015 sera une année de rassemblement ciblée sur nos amis francophones d'Afrique et de Madagascar. Cette décision trouve sa source dans les fondements et les objectifs de l'Adac, à savoir mémoriser et partager ce qui a fait la richesse et l'originalité de nos parcours professionnels en coopération puis en partenariat avec les pays du Sud. Nos expériences, nos vécus, nos souvenirs, nos relations sociales et culturelles ont le plus souvent été construites avec nos collègues étrangers. Soucieux de mettre en valeur et de partager ce patrimoine commun, nous avons modestement tenté de retrouver les coordonnées d'anciens chercheurs, développeurs, enseignants ayant œuvré dans leurs pays ou en France aux côtés d'homologues du Cirad. Nombreux sont ceux qui ont déjà réagi positivement à notre invitation. Ils sont les bienvenus. Ils pourront s'ils le souhaitent enrichir nos vecteurs de communication et poursuivre ainsi le partage des valeurs qui ont forgé nos parcours professionnels conjoints. Pour nous, cette intention de rassemblement et d'ouverture n'est pas une annonce de tribune mais bien une réalité que je souhaite durable et appréciée de tous nos adhérents.

Le président
Jean-Pierre Gaillard

Assemblée générale de l'Adac

L'assemblée générale de l'Adac s'est tenue le 23 janvier 2015 dans la salle de réunion du restaurant « Le clos des oliviers » à Saint-Gély-du-Fesc en présence de 34 participants dont 30 adhérents.



Le quorum de 25 % des adhérents prévu à l'article 8 des statuts de l'association est donc atteint.

Jean-Pierre Gaillard, président, a présenté le rapport moral et Christiane Mellet-Mandard, secrétaire générale, le rapport d'activités de l'association.

La situation financière au 31 décembre 2014 et le rapport financier 2014 ont été présentés par Georges Raymond, trésorier. Après le rapport du contrôleur aux comptes, Christian Porte, le quitus a été donné à l'unanimité et les comptes ont été approuvés.

Dans les questions diverses :

- Marie-Gabrielle Bodart, vice-présidente, a présenté les activités concernant « Histoire et mémoire des hommes » et « Relations avec l'AIDA (Association des anciens de l'IRD) ».
- Francis Ganry a présenté les dernières nouveautés du site internet de l'Adac.
- Michel Eddi a répondu à notre invitation et a fait un discours apprécié qui a clôturé l'assemblée.

Cette assemblée a été suivie d'un excellent repas convivial dans le même restaurant qui a réuni une trentaine de personnes. Jean-Pierre Gaillard a remis une coupe « Adac » à Francis Ganry et à Jacques Chantreau pour le travail remarquable qu'ils effectuent sur le site web de l'Adac, le premier de mise à jour régulière du site et le second pour la collecte et la mise en forme des nombreuses photos proposées par les membres. Une autre coupe a été offerte à Nicole Pons, pour son implication personnelle très forte dans le travail de communication de l'association. Elle lui a été remise par Marie-Gabrielle Bodart, car elle était à la clinique après une grosse opération.



Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

Nouveau ! La photothèque de l'Adac

Dans le cadre de votre activité professionnelle, vous avez certainement pris des photos intéressantes qui pourraient être déposées dans la photothèque de l'Adac. Son objectif est de préserver et faire connaître des images des hommes, événements et lieux que nous avons connus. La période couverte par la photothèque est celle de la vie des instituts d'agronomie tropicale, du Gerdat, du Cirad et de nos partenaires institutionnels. Il s'agit d'en rendre compte par des images ayant une valeur humaine, sociale, culturelle, événementielle, géographique et esthétique.

Les documents déposés, en plus d'être conservés, sont valorisés par le partage qu'assure leur mise en ligne et qui rend compte de leur intérêt iconographique. A cette fin, il est indispensable que les déposants donnent toutes les informations sur les dates, lieux, personnes et événements photographiés. Ces informations permettent de légendier les images. Pour des raisons de copyright, l'auteur de chaque cliché ou, dans son ignorance, le déposant, est aussi enregistré.

Il est demandé aux fournisseurs d'être sélectifs dans leur contribution et d'accepter que les photos proposées ne soient pas toutes retenues. Les photos déjà dans la photothèque du Cirad ne sont pas prises. Celles à caractère familial ou privé sont susceptibles de ne pas être mises en ligne, sauf intérêt particulier. Les apports seront faits de préférence sous forme d'images électroniques (si possible avec une résolution d'au moins 300 dpi) ou par des photos et diapositives. Nous assurons alors la numérisation et rendons aux contributeurs leurs documents. Les photos anciennes présentent souvent des défauts (poussières, rayures, perte de contraste ou dominance d'une couleur). Dans ce cas, nous les retouchons avant dépôt dans la photothèque.

Les photos ne sont pas libres de droit. Il est demandé à ce que l'Adac soit préalablement contacté avant leur utilisation.

Conférence Ebola : simple épidémie ou pandémie du siècle ?

Cette conférence-débat a été présentée par le professeur Pierre Baldet, le 23 janvier 2015, dans l'amphithéâtre du Cirad à Montpellier.



Dès 1976, le grand microbiologiste Peter Piot identifie le virus en microscopie électronique, définit la maladie apparue au Zaïre et lance la première alerte. D'autres « flambées » ont eu lieu ensuite, mais en 2014, le monde est saisi d'une grande peur. En Guinée, le virus tueur Ebola surgit à nouveau de la forêt équatoriale et déclenche une épidémie de « fièvre hémorragique », sans précédent par sa gravité et pour laquelle l'OMS déclare une « alerte mondiale ».

Au cours de son exposé le professeur Baldet a décrit la maladie, des modalités d'infestation à la prise en charge des patients, et analysé les caractères particuliers de ce virus – structure, cycle cellulaire, cibles tissulaires spécifiques – pouvant expliquer sa très haute virulence. Enfin, la fièvre hémorragique Ebola, est repositionnée parmi les grandes épidémies que connaît l'Afrique.

En ce début de 2015, le devenir de l'épidémie dans les pays les plus touchés, Sierra Leone, Liberia et Guinée, reste incertain. Connue depuis 1976, la gravité de la fièvre Ebola a été sous-estimée et des retards considérables ont été pris dans le développement des traitements, antiviraux et vaccins, par « insuffisance du marché ».

Seule une action coordonnée et urgente des pays développés, pour aider l'Afrique à reconstruire ses systèmes de santé, peut permettre de contrôler la maladie.

Une réunion de l'OMS du 25 janvier 2015 a fait le bilan des insuffisances du fait que la politique et la bureaucratie ont pris le pas sur l'action et proposé une totale remise en question de l'organisation : réorganisation de la vigilance pour les maladies émergentes ; restructuration du système de riposte internationale et soutien au développement de vaccins et médicaments.

Quoi de neuf au Cirad ?

Le Cirad et le ministère de l'Agriculture cubain signent un accord-cadre

Michel Eddi, PDG du Cirad et Maricela Diaz Rodriguez, directrice de la science et de l'innovation au ministère de l'Agriculture de Cuba ont signé un accord-cadre le 6 mars dernier à la Résidence de France à la Havane. Cet accord renforce les bases institutionnelles de la coopération entre le Cirad et les instituts cubains, en matière de recherche et de formation en agriculture et environnement.

L'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France est créé

Le décret portant sur la création de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France est paru au Journal officiel le 31 mars. Cette structure, qui fédère 14 établissements, compte désormais le Cirad parmi ses membres après le vote unanime de son conseil d'administration. Il succède à Agreenium.

Projets en région parisienne

Afin de tenter d'élaborer des projets communs de sorties ou rencontres entre les membres de l'Adac et ceux de l'Aida (Association des Anciens de l'ORSTOM et de l'IRD), Jean-Jacques Baraer a rencontré Marie-Noëlle Favier (ancienne responsable de la communication de l'Ird).

Prochaine sortie près de Montpellier

Une visite des Salins du midi et du Domaine de Jarras (Listel), qui permet aussi la découverte de la faune et de la flore des espaces naturels, est organisée le mercredi 20 mai. Inscrivez-vous vite, avant le 13 mai !

Prochaine assurance complémentaire

Une rencontre entre une délégation de l'Adac et la DRH du Cirad est prévue le mardi 5 mai pour discuter du cahier des charges de l'appel d'offre imminent pour la mutuelle du Cirad qui interviendra à partir du 1^{er} janvier 2016. Nous tenterons de défendre les droits des retraités qui ont conservé le régime complémentaire du Cirad.

Ouvrage en ligne de René Tourte (suite)



**Histoire de la recherche agricole
en Afrique tropicale francophone.
vol. V, Le temps des stations
et de la mise en valeur
1918-1940/1945**

René Tourte

FAO, archives de documents (pdf en ligne),
Département du développement durable

2012, 676 p.

Promotion et essor de la traction animale, voie privilégiée pour une intégration progressive de l'agriculture et de l'élevage

Ce volume couvre une période profondément marquée par l'épouvantable boucherie qui ensanglante l'Europe de 1914 à 1918 et dont la France sort profondément meurtrie dans sa chair, ses biens, son aura. Consolider son Empire, assurer la mise en valeur de ses possessions d'outre-mer, favoriser l'épanouissement de leurs populations, lui semblent des voies privilégiées pour le maintien de sa place internationale, en même temps qu'un devoir de reconnaissance pour la part, souvent très douloureuse, prise par les territoires d'outre-mer dans le conflit. Envisagé dès avant l'armistice, préparé par une mission d'évaluation *ex-ante* en 1918-1919, un véritable « Plan de mise en valeur des Colonies » est établi et présenté au Parlement en avril 1921 par le ministre Albert Sarraut.

Bien que non ratifié par les assemblées, le « Plan Sarraut » va servir de ligne directrice aux actions entreprises outre-mer au cours de la période de l'entre-deux guerres, pendant laquelle de grandes rencontres ou manifestations vont néanmoins permettre d'en infléchir, enrichir les orientations : l'Exposition coloniale internationale de Paris en 1931, la Conférence économique impériale de décembre 1934, le Congrès de la recherche scientifique dans les Territoires d'outre-mer de septembre 1937, etc.. Plus continûment, des services officiels et des institutions associatives, professionnelles, libérales, etc., assurent la conception de programmes de mise en œuvre des politiques arrêtées, leur contrôle et suivi, leur évaluation, ainsi que la formation des cadres supérieurs scientifiques et techniques *ad hoc*.

Au niveau métropolitain, le respectable Muséum national d'Histoire naturelle, l'Institut national d'agronomie coloniale (INAC), qui devient de la France d'outre-mer (INAFOM) et le corps d'agronomes tropicaux qu'il génère, l'Institut de médecine vétérinaire exotique (IMVE), les services ministériels de l'agriculture et de l'élevage, des forêts constituent l'ossature permanente de ces politiques agricoles et de leurs stratégies. L'Académie des sciences coloniales, l'Association colonies-sciences, les chambres de commerce et d'agriculture de plusieurs régions, d'autres sociétés savantes sont autant d'autres supports de réflexions, de propositions émanant de personnalités et instances politiques, scientifiques, professionnelles, d'hommes de l'art, capables de donner impulsions et inflexions aux recherches et actions en cours. De cette effervescence intellectuelle, qui va se poursuivre même en période de seconde guerre mondiale et d'occupation de la France métropolitaine, naissent les fondements d'un Office de la recherche scientifique coloniale, se dessinent des schémas d'organisation durable et élargie des Services techniques et scientifiques de l'agriculture, *lato sensu*, d'outre-mer ; et apparaissent en fin de période les premiers instituts spécialisés de recherche d'initiative professionnelle et de statut privé : IRCA sur le caoutchouc, IRHO sur les oléagineux, IFAC sur les fruits et agrumes, UCEF pour le cotonnier.

Outre-mer, les appareils d'Etat connaissent des répliques au sein des grands ensembles politico-administratifs institués par la métropole (les fédérations d'Afrique occidentale et équatoriale, de Madagascar, d'Indochine), aux responsables desquels sont délégués de réels pouvoirs de décision exercés par une Administration omniprésente et polyvalente. Dans chacune des fédérations et, plus avant, au niveau de chacun des territoires qui les composent, sont établis ou confortés des services techniques et scientifiques dont ceux de l'agriculture, de l'élevage, des forêts. Cependant, bien que l'économie rurale représente l'essentiel des ressources présumées de ces pays tropicaux, il n'en est pas pour autant consenti à ces services, et très loin s'en faut, tous les moyens propres à pleinement valoriser ces ressources convoitées.

S'agissant plus particulièrement des recherches agricoles, chaque fédération se dote, sous la tutelle de ses inspections générales, de réseaux d'établissements à vocations régionales, relayés au niveau des territoires par des structures et antennes homologues plus légères, le cas échéant spécialisées par productions ou thèmes. Cependant, au bouillonnement quelque peu désordonné des jardins, fermes, stations de la période précédente succède un redéploiement plus raisonné d'établissements implantés en fonction des écologies, de leurs besoins et possibilités économiques, et assurés pour la plupart d'une réelle pérennité. À l'aube des années 1940, ce sont ainsi quelque 150 centres, stations,

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

fermes qui « couvrent » l'ensemble de l'Afrique tropicale sous administration française. Ils sont pour la plupart décrits dans ce volume, quelques coups d'œil étant cependant jetés sur les voisins lusophones.

Certains de ces établissements d'outre-mer, auxquels sont peu à peu affectés des personnels scientifiques et techniques qualifiés, dotés d'équipements appropriés, et dont les infrastructures *ad hoc* sont progressivement édifiées, fournissent le socle sur lequel va s'établir une recherche agronomique *lato sensu* (productions animales et végétales) à large et durable vocation régionale, et dont les noms résonneront encore au début du XXI^e siècle : Bambey et Dakar-Hann au Sénégal, Bamako-Sotuba au Mali, Bouaké et La Mé en Côte d'Ivoire, Pobé au Bénin, Dschang au Cameroun, Bébedjia au Tchad, Boukoko en République centrafricaine, Lac Alaotra et laboratoires d'Antananarivo à Madagascar, etc..

Nonobstant sa jeunesse encore maladroite et son savoir hésitant, cette organisation de la recherche appuie néanmoins les grandes actions de mise en valeur agricole engagées dans l'outre-mer, avec d'autant plus d'efficacité que s'affirment ses compétences, et se développent ses propres études et expériences. Bien que de fortes priorités lui soient prescrites au bénéfice des productions marchandes, des équipes de recherche n'en accordent pas moins un intérêt croissant aux productions traditionnelles telles les cultures vivrières (mills, sorghos, riz, etc.), l'élevage extensif et nomade, les produits des peuplements forestiers naturels.

Parmi les productions « industrielles » attendues par les marchés intérieurs et surtout extérieurs, donc favorisées par l'Administration, plusieurs sont cependant déjà très majoritairement le fait d'exploitations paysannes qui s'ouvrent ainsi largement à l'économie marchande, telles l'arachide au Sénégal et dans l'ensemble ouest africain, le coton au Mali et confins, les produits des palmeraies naturelles (huile, palmistes) en Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Congo, le cacao en Côte d'Ivoire, au Cameroun, le manioc à Madagascar, la laine en élevage ovin au Mali, la viande en élevage bovin à Madagascar, etc.. Ces productions bénéficient d'une attention particulière de la part des établissements de recherche ; elles sont aussi, et peut être surtout, l'objet d'interventions ciblées des services de vulgarisation techniquement rattachés à leurs corps d'origine, mais dont l'activité relève le plus souvent du représentant local de « l'administration d'autorité » qui en fixe les objectifs et les limites selon des critères propres.

Si ces actions combinées recherche-vulgarisation auprès des agriculteurs-éleveurs traditionnels n'ont encore, pour certaines productions, que des échos modestes, elles entraînent pour d'autres des accroissements spectaculaires : un doublement pour l'arachide au Sénégal, pour le riz à Madagascar ; un essor exceptionnel du cacao en Côte d'Ivoire et encore très important au Cameroun ; l'éradication au moins partielle de certaines grandes épizooties, telles la peste et la péripneumonie bovines, la tuberculose, la rage ; le succès des méteissages Mérinos, Karakul, sur les ovins soudanais pour la laine, et des croisements Montbéliard sur Zébu au Cameroun pour la viande, etc..

Simultanément à ces efforts en faveur de l'agriculture familiale autochtone, un soutien très important de l'Administration et de ses services est apporté aux moyennes et grandes plantations, aux exploitations nouvelles génératrices de produits exportables : cotonnier irrigué au Mali, bananier en Guinée puis en Côte d'Ivoire et au Cameroun, palmier à huile en Côte d'Ivoire, caféier en Guinée, Côte d'Ivoire, République centrafricaine (alors Oubangui Chari) et à Madagascar, etc.. Très souvent initiées par des entreprises ou particuliers européens, ces plantations s'installent en zones pionnières, y faisant reculer le désert, la forêt, le marécage, la mangrove. Outre leur très important effet économique, notamment en assurant à des productions afrotropicales une place significative sur les places commerciales du nord, elles ont un incontestable effet d'entraînement auprès des planteurs africains et malgaches, faisant que ces derniers, très minoritaires au début des années 1920, deviennent souvent majoritaires (largement par exemple pour le caféier en Côte d'Ivoire) à la veille de la seconde guerre mondiale. Ce profond bouleversement socio-économique, au demeurant irréversible et que saluent et soutiennent des mouvements politiques et syndicalistes locaux, s'il ne concurrence pas véritablement la grande plantation, favorise l'épanouissement de l'agriculture familiale. Par ailleurs, le système des compagnies concessionnaires aux droits régaliens sur d'immenses territoires, retenu au début du XX^e siècle en certaines régions équatoriales est, pour ses vils abus et son inefficacité, définitivement condamné.

S'agissant des richesses forestières, cette période de l'entre-deux guerres est dans les zones de steppes et savanes surtout marquée par une politique de plus en plus affirmée de protection des peuplements existants (réserves, classements, parcs). Dans la grande sylvie elle s'accompagne, d'une part, d'un gros effort d'inventaire des espèces forestières les plus intéressantes, de caractérisation technique de leurs bois et, d'autre part, d'un essor exceptionnel de l'exploitation de la forêt, essentiellement le fait d'entreprises privées, dont les services de l'Administration tentent de contrôler et réguler les rythmes et modalités.

Globalement, au cours des deux décennies 1920-1940 les économies rurales des pays d'Afrique tropicale connaissent ainsi une forte croissance, fondée dans une bonne mesure sur une meilleure productivité de l'agriculture paysanne et sur l'effet de stimulation, d'entraînement par un secteur pionnier de plantations dynamique et novateur. Cette synergie, encouragée par les pouvoirs publics, est favorisée par l'action des services techniques administratifs mieux organisés dans leur relative indigence de moyens et par les progrès d'une recherche agronomique, vétérinaire, forestière progressivement dotée de personnels qualifiés et d'installations stables et correctement équipées.

Schématiquement cinq thèmes majeurs d'action sont développés par le couple recherche-vulgarisation pour appuyer la mise en valeur agricole des territoires, telle qu'esquissée en 1921 par le Plan Sarraut et bien engagée dans l'ensemble alors français : l'amélioration génétique, essentiellement par sélection au sein du matériel local, des espèces végétales et races animales, assortie de l'identification de quelques-uns de leurs ennemis (insectes, maladies) les plus menaçants et de la mise au point des premières méthodes de lutte ; le début d'une approche systématique des techniques traditionnelles, des savoir-faire paysans et de leur connaissance, issue d'une longue pratique, des conditions écologiques, notamment des sols, de leurs qualités et contraintes, etc. ; les premiers essais d'ampleur de mécanisation de l'agriculture paysanne, essentiellement en traction animale équine et bovine, accompagnée de la fumure organique qu'elle autorise ; des projets déjà ambitieux (principalement au Mali et à Madagascar) d'aménagements hydro-agricoles permettant de livrer à la culture et à l'élevage des milliers d'hectares de déserts et de plaines jusqu'alors sous-exploités ; une réelle sécurisation des métiers de l'agriculture par la mutualisation et les sociétés de prévoyance. Ces cinq grands thèmes fournissent déjà de grands axes possibles aux orientations et actions de l'après-seconde guerre mondiale.

Présentation d'ouvrage par Robert Schilling



L'Afrique est-elle si bien partie ?

Sylvie Brunel

Éditions Sciences Humaines

septembre 2014, 192 p.

Au lendemain des indépendances, l'agronome René Dumont lançait son cri d'alarme : *L'Afrique noire est mal partie* (ouvrage réédité en 2012). Soixante ans plus tard, la tendance s'est inversée et l'« afroptimisme » domine dans le petit monde des analystes en chambre. Accrochés à des pourcentages de PIB désincarnés ou artificiels, « experts » et médias proclament que l'Afrique a « démarré » et qu'une classe moyenne dynamique y est née. Sylvie Brunel tempère cet optimisme.

Le potentiel du continent est immense : l'Afrique détient le tiers des ressources naturelles mondiales et la moitié des terres arables inemployées dans le monde, mais elle reste fondamentalement un continent riche peuplé de pauvres. Le discours victimaire, rejetant sur l'extérieur et sur le passé la responsabilité des errances d'aujourd'hui, ne peut plus servir à justifier la situation actuelle. Il est trop facile d'incriminer la colonisation, l'échange inégal, le changement climatique, que certains dirigeants invoquent pour masquer leur propre incurie et exiger réparations, financements, repentances. La rente humanitaire et la charité institutionnalisée sont exploitées comme une ressource naturelle renouvelable par des politiciens incapables ou corrompus. La gouvernance en Afrique présente toujours de sérieux ratés : des sommes colossales ont été déversées sur le continent depuis soixante ans, mais 50 milliards de dollars, l'équivalent de l'aide publique au développement provenant de la communauté internationale, s'évadent illégalement du continent chaque année. L'Afrique, ce n'est toujours que 1,6 % du PIB mondial, dont la moitié est concentrée dans trois pays (Nigeria, Égypte, Afrique du Sud). Le continent, qui représente 22,5 % des terres émergées, n'assure que 2 % des exportations agricoles mondiales. En 2010, la population africaine atteignait le milliard dont 40 % vivait en ville (100 millions dont 5 % de citadins en 1900, 2,4 milliards et 60 % prévus en 2050). Cette urbanisation galopante obéit à la loi du doublement : lorsque la population croît de x , la population urbaine croît de $2x$ et celle des bidonvilles de $4x$. 250 millions de personnes (en majorité des ruraux !), soit un quart de la population, souffrent de la faim et les importations agricoles ne cessent de croître, alors que moins de 10 % des terres utilisables sont mises en valeur et que 60 % des réserves de terre de la planète se trouvent sur ce continent. Sur les 33 pays qui, dans le monde, nécessitent une assistance alimentaire régulière, 26 se trouvent en Afrique. On y importe de la nourriture subventionnée pour nourrir les villes à bas prix et percevoir des taxes d'importation, quitte à ruiner un peu plus l'agriculture locale, condamnant les ruraux à venir s'entasser dans les bidonvilles d'où ils tenteront l'aventure de l'émigration vers les mirages des eldorados lointains. Le géant nigérian consacre 2 % de son budget au développement rural, alors que la manne pétrolière permettrait de le financer. La République démocratique du Congo, pays de 2,4 millions de km², est à la fois le plus riche de la planète en termes de ressources géologiques et le plus pauvre pour sa population, dont le PIB ne dépasse pas 400 dollars par habitant et par an. Dans ce contexte hautement vulnérable, l'ingérence occidentale n'a pas eu que des effets positifs ; lors du sommet de la Baule, en 1990, François Mitterrand avertit les chefs d'État africains : sans démocratie, plus d'aide. L'application soudaine du multipartisme importé a ainsi réveillé ou suscité de féroces antagonismes, chaque mouvement s'appuyant sur une base ethnique, renforçant les anciens clivages.

Où est donc « L'Afrique qui gagne », « l'Afrique en émergence », l'Afrique de la croissance à deux chiffres, l'Afrique des 700 millions de téléphones portables en circulation ? Les attributs de l'émergence semblent enfin réunis, avec un milliard de personnes qui ne demandent qu'à pouvoir travailler et consommer, avec des réserves d'énergie et de terres sans égal. Encore faudrait-il que ces attributs soient plus équitablement répartis... En fait, derrière l'illusion des chiffres, les inégalités s'accroissent, les gouvernements consacrent leurs richesses aux placements à l'étranger et à l'armement, d'immenses superficies de terres sont concédées à des puissances étrangères, ce qui est plus facile et plus directement rentable pour les décideurs que de les mettre en valeur. Les taux de croissance les plus élevés s'observent là où règne le pétrole et où il y a un rivage : l'enclavement pénalise le développement, surtout lorsque les principales exportations, limitées en nombre et en quantité, sont essentiellement composées de produits primaires. En fait, au sud du Sahara, on voit réapparaître une économie de comptoirs. Ceux d'aujourd'hui n'enrichissent qu'une infime minorité d'acteurs-profiteurs. La toile de fond reste celle du sous-développement et de la précarité, lot quotidien de centaines de millions d'êtres que le reste du monde méprise ou ignore, à commencer par leurs propres concitoyens plus nantis. Sylvie Brunel s'en désole et dénonce l'imposture : « L'Afrique sera développée quand elle nourrira ses paysans, au lieu de louer leurs terres pour que d'autres les mettent en valeur à sa place, dépensant 35 milliards de dollars par an pour acheter à l'extérieur ce qu'elle pourrait parfaitement produire elle-même. L'Afrique sera développée quand elle cessera d'accuser le reste du monde de ses malheurs et que les bons samaritains de l'humanité n'y proliféreront plus comme des mouches sur une charogne. Quand on cessera d'y tolérer le malheur comme une donnée ordinaire. » La route est encore longue...

Cet ouvrage a reçu le « Prix Axyntis-Conflicts du livre de géopolitique », le vendredi 13 mars 2015, dans le cadre du Festival de Géopolitique de Grenoble.

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465

Nouveaux retraités

Sont partis en retraite le 31 janvier 2015

Patrice Lefèvre, chercheur, Dgdrd-Direction régionale Ile-de-France, Paris
Jean-Claude Legoupil, chercheur, Upr Aida (Persyst), Montpellier

Est parti en retraite le 28 février 2015

Florence Vigier, assistante administrative, Dg, Montpellier

Sont partis en retraite le 31 mars 2015

Michel Arnaud, cadre, Dgdrd-Drh, Montpellier
Patrick Cazevielle, chercheur, Upr Recyclage et risque (Persyst), Montpellier
Carmela Conte, comptable, Dgdrd-Dcaf, Nogent-sur-Marne
Yvette Galouye, secrétaire assistante, Upr Systèmes de pérennes (Persyst), Montpellier
Olivier Hamel, chercheur, Upr Bsef (Es), Baillarguet
Yves Liotard, agent de maîtrise, Dgdrd-Ditam, Montpellier
Catherine Pannetier, chercheur, Umr Agap (Bios), Versailles
Perline Thozamas, agent administratif supérieur, Dgdrd-Drh, Montpellier
Michel Trebel, chercheur, Dgdrs, Montpellier

Est parti en retraite le 30 avril 2015

Georges Modika, technicien d'entretien, Dgdrd-Direction régionale Antilles-Guyane, Kourou

NO\$ COLLEGUES ET AMI(E)S DISPARU(E)S

Christina Racel – 30 octobre 2014

Nous avons appris avec beaucoup d'émotion et de tristesse le décès brutal de Christina Racel, technicienne en agronomie au sein de l'unité de recherche Systèmes de culture Bananiers Plantains Ananas, à la Guadeloupe, à l'âge de 56 ans. Après plusieurs contrats de longue durée, Christina a été recrutée en CDI en 2001. Elle avait la double aptitude de pouvoir travailler sur le terrain comme au laboratoire où elle effectuait avec une grande rigueur des observations et des mesures sur les plantes (bananiers et plantes de services) et sur les organismes du sol (macrofaune et nématodes). Elle avait su développer un savoir-faire précieux dans le cadre des recherches entreprises par son unité en agroécologie. Christina était une collègue facile à vivre, compétente et travailleuse, sur laquelle on pouvait compter. Elle laisse un grand vide dans l'équipe agronomie de Neufchâteau d'abord au niveau humain, car elle était appréciée de tous, mais aussi au niveau des compétences techniques qu'elle avait petit à petit su acquérir et qui la rendaient indispensable au bon fonctionnement de l'équipe.

Serge Quilici – 28 février 2015

Notre collègue Serge Quilici nous a quitté à l'âge de 61 ans. Il avait débuté sa carrière en 1982 à l'Irat, puis à l'Irfa, après un doctorat d'entomologie à l'Inra d'Antibes et un poste de professeur assistant à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, à Rabat. Il était expert mondial des mouches des fruits, ravageurs majeurs des cultures fruitières et maraîchères en zones tropicales et méditerranéennes. Ses très nombreuses publications scientifiques ont enrichi les connaissances sur la biologie et l'écologie de ce groupe taxonomique. Très largement reconnu pour ses travaux que pour ses grandes qualités humaines, Serge était un membre régulier des comités d'organisations du Congrès international sur les mouches des fruits et de la Conférence internationale francophone d'entomologie, où il retrouvait de nombreux entomologistes africains qu'il avait souvent encadrés en master ou en doctorat. Expert international pour le MAAF, l'AIEA et l'USDA, il a mené plusieurs dizaines de missions dans les principaux pays producteurs de fruits méditerranéens et tropicaux. Très soucieux de l'application de ses travaux, il s'est engagé dès le début de sa carrière dans la promotion de la protection intégrée des cultures, en particulier au sein de l'OILB, et a sans cesse amélioré avec succès de nouveaux systèmes de piègeages ou des acclimatations réussies de parasitoïdes. Il lui tenait à cœur de transmettre et de diffuser ses savoirs, aussi bien par de très nombreux enseignements et conférences que sa contribution à une vingtaine d'ouvrages. Naturaliste érudit, il participait à titre personnel à plusieurs comités d'experts pour le ministère de l'Environnement et était membre actif d'associations de protection de la nature. Avec beaucoup d'humilité et de gentillesse, il s'est attaché à toujours transmettre à ses étudiants et collègues sa passion pour la recherche en faveur d'une agriculture respectueuse de cette biodiversité si chère à ses yeux.

André Fraisse – 3 avril 2015

Décédé dans sa 86^e année, André Fraisse était ingénieur agronome, ancien directeur général de la Sodepalm en Côte d'Ivoire, ancien directeur général de la Socfinco entrepreneur et administrateur de sociétés, chevalier de l'ordre national du Mérite. A sa sortie de l'Ensat de Toulouse, promotion 1946, il fut affecté par l'IRHO en Côte d'Ivoire à la station de recherches du palmier à huile de La Mé. Par ses compétences et son allant il en devint directeur dès 1954. Il fut la cheville ouvrière du développement de cette station qui devint rapidement le fleuron de l'IRHO sur le palmier à huile. Cette notoriété de la station permit de lancer des programmes de développement du palmier à huile. La Sodepalm a été créée sous l'impulsion d'André Fraisse, avec 70000 ha de plantation. Comme il l'avait voulu dès le début, les blocs industriels devenaient les supports techniques, encadrement, usines, des plantations villageoises associées. C'était une forte personnalité qui ne laissait personne indifférent, ayant des qualités de dynamisme, de foi en son travail et d'entraînement des hommes. Il possédait aussi la volonté d'associer les petits planteurs au développement du palmier en Côte d'Ivoire.

Autres décès à développer dans la prochaine Lettre de l'Adac

Bernard Costet – 2 mars 2015 (ancien responsable de la comptabilité de l'Irfa)

Danielle Duverneuil – 3 avril 2015 (ancienne gestionnaire de paye du département Flhor)

Hélène Py – 28 avril 2015 (ancienne ingénieur documentaliste à l'Irfa)

Adac, Cirad, avenue Agropolis, TA 213/01, 34398 Montpellier Cedex 5

adac0710@yahoo.fr

Association enregistrée sous le n° w3433005465